Préparation de la réunion du Conseil européen (8-9 décembre 2011)

2011/2545(RSP) - 30/11/2011

Les députés européens ont tenu un débat dans la perspective du sommet des 8 et 9 décembre 2011 à Bruxelles. Ils ont invité dirigeants européens à adopter des mesures plus sévères pour juguler la crise.

Conseil : soulignant la nécessité de maintenir les réformes structurelles et la consolidation budgétaire, le représentant du Conseil a plaidé pour que les décisions du Conseil européen soient guidées par trois principes : i) davantage d'unité, ii) une gouvernance économique renforcée et iii) des institutions européennes plus fortes (notamment la Commission européenne).

Commission : le Vice-président Olli Rehn a souligné trois grandes priorités pour 2012 : i) la consolidation budgétaire, ii) le renforcement du secteur bancaire par le biais de la recapitalisation et iii) la protection de la stabilité financière de l'UE. La modification du traité ne permettra peut être pas de sortir de la crise, mais d'en éviter de nouvelles dans le futur a-t-il ajouté.

Les positions des différents groupes politiques peuvent être résumées comme suit :

- **PPE** : insistant sur la nécessité de diminuer les déficits publics et de rétablir l'équilibre budgétaire, le représentant du groupe a expliqué que les euro-obligations et le rétablissement de la confiance dans la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) étaient des éléments clés pour sortir de la crise. Il a demandé que les mesures prises soient adoptées suivant la méthode communautaire.
- **S&D** : le président du groupe a estimé que la confiance pourrait être restaurée par une gestion commune de l'endettement et la mutualisation de la dette plutôt que par la révision des traités. Il a demandé que les dirigeants européens prennent une position claire sur l'introduction d'euro-obligations et sur la possibilité pour la BCE de prêter en dernier ressort.
- **ADLE** : dénonçant l'incapacité de l'Allemagne et la France à faire face à la crise, le chef de file des libéraux a insisté sur la nécessité d'introduire un marché des euro-obligations et s'est prononcé en faveur d'une union fiscale.
- **ECR** : le groupe a manifesté la crainte que les pays désireux de conserver l'euro devraient accepter de perdre leur souveraineté fiscale. Sans remettre en question l'euro, il s'est dit opposé à des mesures qui conduiraient à une telle situation.
- **Verts/ALE** : tout en dénonçant l'inefficacité des mesures d'austérité appliquées en Italie et en Grèce, le groupe a plaidé pour que la BCE joue son rôle et lance des euro-obligations.
- **GUE/NGL** : le groupe a réclamé une remise en cause des règles du système financier dont souffrent de plus en plus de pays européens (et pas seulement la Grèce, l'Espagne et l'Italie).